

Compensation collective agricole Aide au développement de l’économie agricole sur le Territoire de Belfort

Dossier de demande de financement

La compensation collective agricole (CCA) a été créée afin de limiter et de compenser l’impact négatif des projets d’aménagement sur l’économie agricole d’un territoire.

Cette aide est a destination de projets s’inscrivant dans une logique **agricole et collective** et **vouée à consolider l’économie agricole du territoire.**

Vous trouverez dans ce dossier l’ensemble des éléments à compléter et à fournir pour établir votre demande de subvention. Ce dernier est à retourner par e-mail à la DDT aux adresses suivantes :

emmanuelle.allemann@territoire-de-belfort.gouv.fr

ddt-seaa@territoire-de-belfort.gouv.fr

ou par courrier à :

Direction Départementale des Territoires 90
Service économie agricole et agroécologie
8 place de la Révolution française – 90020 BELFORT cedex

Votre demande fera l’objet d’un examen préalable effectué par le service agricole de la DDT et la Chambre Interdépartementale d’Agriculture 25-90 (CIA 25-90).

S’il est retenu, votre dossier sera ensuite examiné par le comité de suivi départemental de la compensation collective agricole, composé entre autres de représentants de l’État, des collectivités, de la profession agricole. La SODEB (aménageur du site de l’Aéroparc) validera enfin le choix des projets financés et des montants attribués.

Plan du dossier de demande

I – PRÉSENTATION DU DEMANDEUR.....	3
II – CARACTÉRISTIQUES ET OBJECTIFS DU PROJET.....	4
III – DÉROULÉ ET FINANCEMENT DU PROJET.....	6
IV – ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	9
V – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR.....	11
VI – PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER.....	13

INTITULÉ DU PROJET :

Coordonnées du responsable du projet

Prénom, Nom :

Fonction :

E-mail :

Téléphone :

I – PRÉSENTATION DU DEMANDEUR

1. Identification de la structure demandeuse

Raison sociale :

Numéro SIRET :

Statut juridique :

Adresse du siège :

Le cas échéant, nombre d'exploitants agricoles engagés dans la structure :

2. Identité du représentant légal :

Prénom, Nom :

Fonction :

E-mail :

Téléphone :

3. Domaine(s) d'activité(s) de votre structure

- Association
- Exploitation agricole
- Collectivité (commune/EPCI)
- Groupement d'agriculteurs
- Transformation de produits agricoles Entreprise Agro-alimentaire
- Structure commerciale
- Structure de formation ou de recherche
- Bureau d'études
- Autre

II – CARACTÉRISTIQUES ET OBJECTIFS DU PROJET

1. Thématique dominante

Veillez cocher la ou les cases correspondant aux dominantes votre projet :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Alimentation locale | <input type="checkbox"/> Fonctionnalité des exploitations |
| <input type="checkbox"/> Diversification de l'activité agricole | <input type="checkbox"/> Renouveau des générations |
| <input type="checkbox"/> Transformation de produits agricoles | <input type="checkbox"/> Autonomie protéique et azotée |
| <input type="checkbox"/> Création de chaîne de valeur | <input type="checkbox"/> Adaptation aux aléas climatiques |
| <input type="checkbox"/> Préservation de l'agro-biodiversité | <input type="checkbox"/> Bien-être animal |
| <input type="checkbox"/> Réduction des GES | <input type="checkbox"/> Innovation |
| <input type="checkbox"/> Numérique | <input type="checkbox"/> Autre : |

Le cas échéant, précisez les **filères agricoles** principalement concernées par le projet

- | | |
|--|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Élevage bovin | <input type="checkbox"/> Céréales |
| <input type="checkbox"/> Élevage caprin/ovin | <input type="checkbox"/> Légumineuses |
| <input type="checkbox"/> Fruits-légumes | <input type="checkbox"/> Autre |

2. Étendue du projet

Il s'agit a minima du secteur d'action de votre structure. Le but est ici d'apprécier l'impact attendu de votre projet (via une étude de marché par exemple).

EPCI concerné·s :

Commune·s concernée·s :

3. Résumé du projet

Décrivez en quelques lignes les objectifs de votre projet et les livrables envisagés (publications, site internet, etc.)

Livrables envisagés :

4. Caractère collectif du projet et bénéfice pour l'économie agricole du département

*Rappel : Les projets bénéficiant de la présente aide doivent **avoir un caractère agricole et impacter au moins deux acteurs du monde agricole** (exploitant, coopérative, atelier de transformation, recherche, etc.). Précisez en quelques lignes les composantes de votre projet permettant de justifier de ces deux caractères.*

III – DÉROULÉ ET FINANCEMENT DU PROJET

1. Calendrier prévisionnel

Durée du projet :
Date commencement (si connue) : __/__/_____
Date de fin (si connue) : __/__/_____

Détail du calendrier par étapes clés :

Étapes clés	Période de début	Période de fin

2. Budget prévisionnel et plan de financement

Montant total prévisionnel du projet : _____ €

Détaillez les dépenses prévisionnelles par poste (études, achat matériel, travaux, achat foncier, frais internes, etc.).

Type / poste de dépense	Montant (€ HT)

Plan de financement prévisionnel

Cette partie concerne le **coût global** du projet (montants hors taxes)

- **Autofinancement** (dont emprunts)

	Montant (€ HT)	% du coût total
Autofinancement		

- **Financements privés**

Financier / Origine des fonds	Montant (€ HT)	% du coût total
Sous total financeurs privés		

- **Financements publics (collectivités, État, Région, Département, communes) dont CCA liés à la présente demande**

Financier / origine des fonds	Montant (€ HT)	% du total
Sous total financeurs publics		

TOTAL financement (en € HT) :

Votre demande de subvention

Vous sollicitez une subvention pour un investissement de type :

- matériel
- immatériel

Détail de votre demande de subvention

Merci d'indiquer les postes de dépenses éligibles que vous souhaitez faire financer par la présente subvention, en précisant le montant éligible du poste ainsi que le montant demandé.

Nature de la demande Type de dépense	Montant de l'assiette éligible en € (HT)	Montant de la demande en €

INFORMATION : Taux et plafond de subvention accessibles

Le fonds de compensation est un **fonds public**.

À ce titre, il relève de la réglementation européenne concernant les aides d'État. Cela signifie que le **taux d'aide** et le **montant maximal de subvention** accessible sont limités en fonction :

- du **régime d'aide** dans lequel le projet candidat s'inscrit ;
- ET
- en fonction des **autres aides publiques** mobilisées pour le projet.

!/ Le cumul des aides publiques peut rarement aller au-delà de 80 % de l'assiette éligible des dépenses. Dans tous les cas, il ne pourra pas dépasser 100 % du montant de votre projet.

Le comité de suivi se réserve le droit de limiter le taux et le montant d'aide accordé à votre projet dans le but de répartir équitablement le fonds de compensation.

IV – ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

L'éligibilité d'un projet au fonds de compensation est basée sur le respect des **caractères agricole et collectif** évoqués plus haut.

Les éléments que vous apporterez dans les tableaux ci-dessous permettront d'affiner l'examen de votre demande.

Pour ce faire :

- 1- Cochez les types d'actions remplies ou visées par votre projet ;**
- 2- Justifiez vos choix en quelques lignes ou en joignant des pièces justificatives au dossier (à indiquer dans la partie pièces justificatives page 13).**

Les types d'actions auxquelles peuvent répondre votre projet sont organisés en quatre grandes catégories :

- Transformer et commercialiser les produits locaux – développer les filières
- Structurer, former et informer le monde agricole
- Maintenir et développer le foncier agricole territorial
- Aider à innover, lutter et s'adapter au changement climatique

Transformer et commercialiser les produits locaux – développer les filières	
Commercialisation de produits locaux via des circuits de proximité : vente directe, magasin de producteurs, distributeur, etc.	
Développement d'une filière peu présente sur le territoire (maraîchage, élevage hors bovins, etc.)	
Structuration / renforcement d'une filière existante sur le territoire	
Transformation et valorisation de produits du territoire : signe de qualité, création de valeur ajoutée, etc.	
Projet en lien avec la restauration collective (répondant aux attentes de la loi Egalim ¹)	

¹ <https://agriculture.gouv.fr/egalim-ce-que-contient-la-loi-agriculture-et-alimentation>

Structurer, former et informer le monde agricole	
Projet visant à la création / au renforcement de collectifs agricoles (CUMA, coopératives ou associations)	
Acquisition / consolidation des compétences pour les agriculteurs ou futurs agriculteurs (formation, conseil technique, études, stages, etc.)	
Amélioration des conditions de productions d'un collectif de producteurs (achat/location de matériel en commun, restructuration de chemins, etc.)	

Maintenir et développer le foncier agricole territorial	
Projet visant à améliorer la fonctionnalité des parcelles et/ou leur capacité de production	
Identification / création de foncier pour un espace test agricole	
Projet permettant de reconquérir du foncier pour l'activité agricole du territoire (désartificialisation, défrichement, etc.)	

Aider à innover, lutter et s'adapter au changement climatique	
Adaptation au changement climatique (stockage d'eau collectif, nouvelles pratiques culturales, matériel innovant, formations, etc.)	
Lutte contre les aléas climatiques (plantation de haies, diminution des GES, etc.)	

Justifications, compléments :

V – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

(Veuillez cocher les cases nécessaires)

J'atteste sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide ;
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- Être à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement ;
- Être à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement ;
- Avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain l'autorisation de réaliser ces aménagements ou les implantations projetées, le cas échéant ;
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide** ou avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide valant autorisation de commencement ;
- Être à jour de mes obligations réglementaires (ICPE, etc.).

Notez que votre dossier pourra être refusé si votre structure ne respecte pas les normes auxquelles elle est soumise.

Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- À réaliser le programme d'action pour lequel le financement est sollicité.
- À fournir un bilan annuel d'activité à la CDPENAF durant 5 ans.
- À informer l'autorité de gestion de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet.
- À permettre l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 années.
- À communiquer le montant réel des recettes perçues.
- À détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- Pour les structures publiques, au sens du droit français, à respecter le code des marchés publics.
- À maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide.
- À rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans.
- À ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur.

Je suis informé-e (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues pourra être exigé.

Fait à _____ Le _____

Nom et fonction du (des) signataire-s

Signature-s du (des) demandeur-s

Cachet

VI – PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER

Afin de faciliter l'examen de votre dossier, **merci de fournir le maximum de pièces** demandées ci-dessous et de cocher la case correspondante. Vous pouvez également joindre tout justificatif ou document que vous jugez nécessaire à l'analyse de votre dossier.

Des pièces complémentaires pourront vous être demandées si besoin lors de l'analyse de votre demande.

	Pièce jointe (cocher)
Exemplaire du présent formulaire complété et signé	
Certificat d'immatriculation avec n° SIRET	
Détail Budget prévisionnel Dépenses Devis et divers documents permettant d'apprécier le montant de la demande détaillé du projet	
Détail Budget prévisionnel Recettes Copies des décisions des différentes sources de financement publiques et privées et indications sur d'éventuelles autres demandes en cours	
Plans de masse et de situation des bâtiments, installations et aménagements prévus	
Autorisation écrite du propriétaire pour la réalisation des travaux et/ou aménagements	
Permis de construire ou de démolition le cas échéant	

Autres pièces-jointes ajoutées au dossier :
